

Il faut assumer les déficits

DE FILIPPIS Vittorio; NATHAN Hervé

Libération, 10 avril 2003

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a publié hier ses prévisions de croissance pour 2002 et 2003. La France, selon l'OFCE, devrait connaître une croissance de 0,8 % en 2003 (contre 1,3 %, selon le gouvernement), et de 1,6 % en 2004 (2,5 % selon le gouvernement). Les chercheurs de l'OFCE préconisent une politique de relance budgétaire pour l'ensemble de la zone euro, et donc la renégociation du pacte de stabilité européen. Entretien avec Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE.

Jean-Pierre Raffarin annonce son intention de continuer les baisses d'impôt tout en maîtrisant la dépense publique. Qu'en pensez-vous ?

Il faut revenir en arrière. En 2002, le soutien budgétaire à la croissance comprenait deux volets : l'augmentation de la dépense par le précédent gouvernement et la baisse des impôts par le gouvernement actuel. Cela a généré un demi-point de croissance supplémentaire de l'économie française. C'était plutôt bien venu. En 2003, la baisse de l'impôt sur le revenu n'est que de 1 %. En revanche, 4 milliards d'euros de dépenses publiques ont été gelés. On sent dans le débat politique des tentations fortes de couper partout dans les dépenses, sans distinction aucune, comme à la toise. Or c'est oublier à quel point les dépenses publiques ont une fonction essentielle : fournir des services publics qui fondent le contrat social. On ne peut agir à la légère. Il faut le savoir : les politiques intelligentes de dépenses publiques impliquent une réforme de l'Etat, mais cela prend du temps.

Mais n'y sommes-nous pas obligés par nos engagements européens, en particulier le pacte de stabilité ?

Nous sommes aujourd'hui confrontés à des choses très simples. Primo, dire à l'Europe : il est temps d'investir, vous avez trop sacrifié au dogme de la réduction des dépenses publiques. Secundo, le moment privilégié pour la baisse d'impôt, c'est quand la situation personnelle des gens se dégrade, pas l'inverse. Tertio, nous vivons en économie de marché : la dépense publique, c'est une partie du chiffre d'affaires du secteur privé. Si vous réduisez cette dépense, vous réduisez donc ce chiffre d'affaires. Or ce n'est pas le moment. Il faut assumer les déficits. Ne pas le faire risque d'amener des déficits plus grands encore, car vouloir le réduire maintenant, cela signifie une croissance plus faible, des recettes fiscales plus faibles. Le risque, c'est une croissance nulle en 2003 et 2004, voire la récession et une explosion du chômage. Nous pouvons connaître le même scénario de croissance médiocre que la France et l'Europe ont subi entre 1991 et 1997.

Le débat sur le pacte de stabilité semble refermé. Pourquoi ?

Le débat amorcé à l'automne 2002 n'a servi à rien. A l'époque, le président de la Commission avait d'ailleurs qualifié de «stupide» le pacte de stabilité. Mais, depuis, nous sommes entrés dans un jeu de réputation. On fait comme si tout écart à la règle menacerait la construction européenne. La pression est énorme. Il est de plus en plus difficile pour un gouvernement de tenter d'y déroger. Il risque, comme cela a été le cas pour la France, d'être accusé d'attenter à la monnaie unique. Or la réputation d'un gouvernement, c'est aussi, en Europe, sa marge de négociation sur beaucoup de sujets. Cette règle contraint les gouvernements à faire une politique contraire à leurs projets. Cela se voit lorsqu'on évoque la possibilité, en France, d'augmenter la CSG pour faire face aux dépenses de santé. Il y a aussi la défiance des politiques... pour le politique. Ils pensent que si on ne les contraint pas, ils vont faire des bêtises. Ce qui conduit l'Europe à ne pas faire usage de sa souveraineté, y compris en matière de politique extérieure. Du coup, les gouvernements ne font pas ce qu'ils annoncent, et n'osent pas porter le débat devant les instances européennes. La politique économique devient illisible.

La Commission voit dans les réformes structurelles la clé de la croissance...

On entend un discours de plus en plus prégnant : pour faire des réformes structurelles, il faut la contrainte de la baisse des dépenses. Mais les gouvernements perdent, en réduisant les déficits, le capital politique qu'ils auraient mieux utilisé en faisant des réformes.

